

La Lettre des élus communistes et apparentés

n°15 - Avril 2010

15 000

15 000 personnes à Lyon le 23 mars dernier pour la manifestation interprofessionnelle. Les salariés de l'industrie, les fonctionnaires (territoriaux, enseignants, personnel hospitalier...), les retraités se sont mobilisés en masse pour dénoncer la politique du gouvernement. Nous revendiquons une industrie forte, des emplois durables, des salaires décents et des retraites de qualité.

Conseil municipal de la ville de Vénissieux du 29 mars 2010



Baisse des subventions et des dotations de l'Etat, suppression de la TP, transferts de

charges sans contrepartie, le tout bientôt institutionnalisé par la réforme des collectivités territoriales. Ce sont les habitants, les familles, les enfants qui vont subir les conséquences de ce forfait gouvernemental. Nos villes, celles des quartiers vivants, des services publics, du vivre ensemble, des échanges de cultures, des solidarités, sont mises en péril par le gouvernement Sarkozy-Fillon. La majorité municipale, les élus communistes et apparentés de Vénissieux sont entrés en résistance en votant un budget 2010 qui maintient des investissements indispensables pour chaque famille, qui préserve encore le maillage associatif, les dépenses sociales, la culture, la démocratie locale, le sport et la jeunesse, et qui ne baisse pas les bras sur le plan de l'économie et de l'emploi public ou privé. Les baisses des dotations et subventions, la menace de la réforme pèsent sur les taux de la fiscalité locale qui passent, pour la Taxe d'Habitation de 21,18% à 21,39%. Prenons conscience du danger des politiques gouvernementales et trouvons les forces de RESISTER. Dès maintenant !

Henri Thivillier
Président du groupe des élus communistes et apparentés

// Dossier

Des arrêtés anti-expulsions, anti-coupures d'énergie, et anti-saisies mobilières ont été déposés en Préfecture le 15 mars dernier. Un mois plus tard, le Maire est convoqué devant le Tribunal administratif pour un référé du Préfet demandant l'invalidité de ces arrêtés. Michèle Picard l'a écrit au Préfet : elle considère qu'il est de son devoir d'élue de porter assistance à ces familles qui, en France, sont jetées dans la rue, au mépris de la loi même, sans proposition de relogement. Des familles en grande difficulté financière, en grande pauvreté, qu'aujourd'hui l'Etat abandonne. En toute impunité !

Pauvreté, logement : le combat de Vénissieux

Près de 150 personnes venues des milieux associatif, syndical et politique ont soutenu le Maire de Vénissieux, convoqué devant le tribunal administratif le 12 avril pour une audience concernant les arrêtés interdisant sur le territoire de la commune les expulsions locatives, les coupures d'énergies et les saisies mobilières. Il faut s'opposer à ces situations inhumaines, sans pour autant cautionner quelques comportements abusifs. C'est dans cet esprit que Michèle Picard et les élus communistes soutiennent la lutte contre la grande pauvreté, que ce soit au sein de la Commission Grande pauvreté (priorité du mandat municipal 2008-2014) ou en interpellant l'Etat à travers la signature de la carte-pétition « Contre la pauvreté, pour une vie digne ».

L'Etat face à ses responsabilités

Les situations de pauvreté se multiplient, aujourd'hui 7 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté : il y a en France 2 millions de travailleurs pauvres et 16 000 enfants sans domicile fixe. Ces situations de précarité sont à l'origine des problèmes de logements, d'impayés d'eau, d'électricité et de gaz. Le rapport sur le lo-



Le 12 avril dernier, devant le tribunal administratif, une centaine de personnes, d'élus de Vénissieux et de Vaulx-en-Velin se sont rassemblés contre les expulsions locatives

gement publié par la Fondation Abbé Pierre est sans équivoque : en 2010, en France, 3,5 millions de personnes sont non ou mal logées. La crise et la forte hausse du chômage n'ont fait qu'aggraver les situations précaires. Face à ces situations, les arrêtés anti-expulsion sont une question de solidarité, de justice et de dignité humaine, de droit fondamental au logement pour tous.

L'Etat doit assumer ses responsabilités

- Venez assister au prochain Conseil Municipal -

**le 17 mai 2010 à 18h30,
salle Jacques Duclos (3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville)**

de redistribution et de protection. La loi pour le Droit Au Logement Opposable (DALO) devait être un outil garantissant un logement décent pour tous. Mais dans le même temps, l'Etat (ses lois, ses Préfets, sa justice...) expulse des familles en grande difficulté, en leur tendant un dossier DALO pour qu'elles fassent valoir leur droit au logement prioritaire. Et faute de logements, les délais de 6 mois dont l'Etat dispose pour répondre à ses propres obligations explosent partout ! Une seule solution aujourd'hui pour ces familles en détresse ! INTERDIRE ces procédures archaïques d'expulsion, ces meubles jetés à la rue, ces familles sur le trottoir ! D'ores et déjà des citoyens se mobilisent et luttent contre l'apparition

de bidonvilles, de « favelas » de la honte qui se construisent en lisière de nos villes. La majorité municipale de Vénissieux, les élus communistes et apparentés, proposent des solutions par les arrêtés, par des aides sociales de suivi... La lutte pour un logement digne pour tous, contre la pauvreté est affaire de droit et de respect humain. Ne rien faire relève de la non-assistance à personnes et enfants en danger ! C'est pourquoi, là aussi, Michèle Picard et les élus communistes se mobilisent en faisant signer une pétition sur toute la ville « Contre la pauvreté, pour une vie digne ». Déjà quelque 3500 cartes pétitions ont été remises fin mars au Préfet par Michèle Picard et une délégation d'élus.

LE FRUIT DE LA MOBILISATION

Le 14 avril dernier, Michèle Picard, de nombreux élus, des personnes issues des milieux politiques et associatifs se sont rassemblés sur les lieux d'une expulsion. L'arrêté étant toujours exécutable, ils ont pu le faire valoir afin d'interdire les expulsions locatives sur le territoire de la commune de Vénissieux. Les arrêtés et la mobilisation de tous ont permis de relancer la négociation avec le bailleur et de trouver des solutions.

«Je continuerai à me battre contre les expulsions !»

INTERVIEW DE MICHÈLE PICARD, MAIRE DE VÉNISSIEUX



Dans quel but avez vous lancé la carte-pétition « contre la pauvreté pour une vie digne » ?

► **MICHELE PICARD** : « Dans notre pays dont la devise est Liberté – Egalité – Fraternité, quelques arrogantes familles croulent sous les millions d'euros, mais 7 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec parmi eux des travailleurs en CDI mais si mal payés. A Vénissieux aussi, la vie est très dure pour beaucoup de familles dont des femmes seules avec leurs enfants et aussi des couples, des jeunes, des personnes âgées. La machine à broyer l'humain est en marche ! Nous n'en voulons pas ! Nous ne pouvons pas nous taire mais au contraire nous lever et nous révolter, nous entraider et nous révolter. C'est une question de dignité humaine, de non-assistance à personnes en danger, de droit au respect humain pour tous. La lutte contre la pauvreté doit être une priorité et une urgence nationale. C'est pourquoi, avec les élus communistes et la majorité municipale,

j'ai lancé la carte-pétition « contre la pauvreté – pour une vie digne » que près de 3500 vénissiens ont déjà signée et que j'ai portée le 15 avril à monsieur le Préfet du Rhône. »

Comme André Gerin, vous avez déposé le 15 mars trois arrêtés anti-expulsion, anti-saisie et anti-coupure. Quelques-uns pensent que la municipalité soutient ainsi les mauvais payeurs ?

► **MICHELE PICARD** : « Ceux que la ville veut défendre, ce sont d'abord les personnes dans une difficulté sociale telle qu'elles ne peuvent plus s'en sortir seules. C'est cela qui importe, le reste est du procès d'intention ou au mieux du refus de voir la réalité terrible vers laquelle beaucoup et trop sont précipités. Plus de 27% de la population de Vénissieux vit en dessous du seuil de pauvreté, en 2009, ce sont 5211 personnes qui ont été aidées par les Restos du Cœur. C'est contre cela que je m'élève avec tant de véhémence. Combattre mes arrêtés en invoquant quelques tricheurs relève

d'une mauvaise foi évidente ou bien d'un autisme politique volontaire et ségrégatif. Je préfère être au plus près et attentive aux familles tellement en difficulté »

Le Préfet a déposé un référé devant le Tribunal administratif afin de faire invalider vos arrêtés. L'Etat est-il à la hauteur de l'enjeu ?

► **MICHELE PICARD** : « Bien sûr que non ! Le logement, les salaires, la santé sont des revendications primordiales. Depuis des années, l'Etat se désengage tous azimuts. Il ne finance plus les logements sociaux, se défait de ses responsabilités sur les salaires, casse le système de sécurité sociale, la santé et les retraites. Il est temps qu'il assume ses responsabilités de redistribution, de protection et de solidarité nationale. C'est ce que j'ai dit à l'audience et je regrette que les élus de terrain soient si peu entendus. Mais je continuerai à me battre, à défendre les populations vénissiennes, à dire haut et fort le mal que fait supporter aux plus démunis cette société de l'arrogance et de l'argent roi. »

► Aide au peuple Chilien

Le 27 février 2010, un séisme a frappé le centre et le sud du Chili. Les victimes sont innombrables et les dégâts matériels encore peu recensés. Le gouvernement a reconnu avoir commis une erreur en n'ayant pas assez anticipé les risques. La ville de Vénissieux, a voté une subvention exceptionnelle afin d'aider à la reconstruction de ce pays. Cette aide sera portée par le Secours Populaire. Le groupe Communiste et Apparenté soutient cette initiative de solidarité envers les populations chiliennes, qui subissent un profond désastre de plus (après les répressions de Pinochet) auquel s'ajoutent leurs dures conditions d'inégalité, de pauvreté et de manque de protection sociale.

► Jo Navarro : hommage à un homme d'exception

Avec la disparition de Jo Navarro, c'est une figure incontournable de la vie vénissienne qui disparaît. Nous saluons ses valeurs d'humanisme et de courage. Des points forts qu'il a su mettre au service de son engagement syndical et politique, mais aussi des Vénissiens en intégrant l'équipe municipale de 1971 à 1995. Il a beaucoup apporté à la ville, adjoint pendant 18 ans, il a bâti la politique du sport à Vénissieux, enrichi les questions de formation, de la jeunesse et du sport, qu'il soit populaire ou de compétition. L'un de ses grands combats fut de rendre le sport accessible à tous. Cet engagement se matérialisa par sa présence importante dans la vie et l'évolution de l'OMS de Vénissieux.

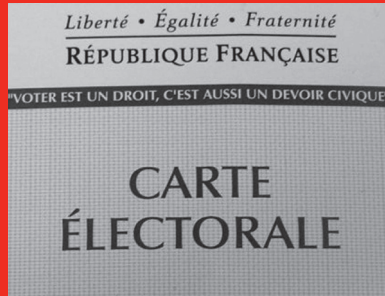
LES INTERVENTIONS AU CONSEIL MUNICIPAL



**QUARTIERS SENSIBLES :
L'ETAT MANQUE DE VOLONTÉ**

PAR **HENRI THIVILLIER**

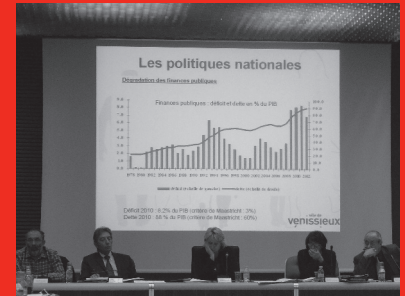
« Depuis un Plan Espoir Banlieues désespérant, la secrétaire d'Etat à la Ville Fadela Amara laisse les maires sans soutien à la politique de développement local envers les quartiers dits sensibles. Aujourd'hui, les zones urbaines sensibles et les conventions CUCS pourraient être remises en question. Notre groupe appelle à la vigilance, au soutien de toutes les forces sociales, politiques, associatives pour qu'une véritable politique de soutien aux quartiers en difficulté soit développée, bien évidemment sur le volet urbain, mais surtout sur les volets éducatif, culturel, social, celui des aides sociales et sur la création et le retour à l'emploi, par la qualité des parcours scolaires, des enseignements, des filières éducatives, des formations professionnelles »



**L'ABSTENTION ET LE FN
GANGRÈNENT LA REPUBLIQUE**

PAR **MICHELE PICARD**

« L'inflation abstentionniste et les scores du FN, avec ses idées de repli et de haine, rongent les idéaux républicains et affaiblissent notre pays, celui des services publics et de la solidarité. C'est fiers de nos valeurs de progrès et de justice sociale, que nous pourrions faire revenir les électeurs dans les urnes. Il s'agit de redonner une dignité au peuple, lui redonner l'envie de s'impliquer pour construire une autre société. Retrouvons notre fibre sociale, notre proximité avec le peuple et ses difficultés, ses attentes, ses espoirs. Levons la tête et engageons la lutte face aux puissances de l'argent ! En reconstruisant l'espoir, nous construirons alors une autre société, une autre France ! »



**BUDGET PRIMITIF 2010
UN ACTE DE RÉSISTANCE**

PAR **HENRI THIVILLIER**

« Dans le budget communal, la part due au fonctionnement est importante : elle révèle nos choix des missions de service public de proximité pour nos concitoyens. Nous préférons une fonction publique au service des vénissiens dans ses missions fondamentales de service public (une ATSEM par classe, médiateurs du TOP) plutôt qu'une commande externalisée au secteur privé, entre autres façons perverses de diminuer les masses salariales. La ville ne peut se passer non plus d'investissements pour répondre aux besoins de la population, pour faire face aux carences répétées de l'Etat. Les vénissiens ont droit aussi à des salles de cinéma de qualité, à une école de musique efficace, à des gymnases et des terrains de sport... »

REFORME TERRITORIALE LES QUARTIERS EN DEBATTENT ET SE MOBILISENT

La Commission générale, organisée en avril par la mairie, fut le lancement des 6 réunions par territoire sur la réforme des collectivités qui se tiendront du 28 avril au 6 juin. Cette commission a ouvert le débat. Un débat nécessaire avec la population, comme le souligne Edith Chagnard-Peillard, adjointe aux Conseils de quartier : « ce sont des réformes qui vont avoir des conséquences directes sur nos quartiers, sur nos villes et sur la possibilité pour les citoyens d'agir collectivement et de participer à la vie de leur commune ». Ces réunions auront pour but d'expliquer les réformes et leurs conséquences, « d'informer les habitants en soulevant la chape de plomb qu'il y a sur cette réforme » remarque Abdelahk Fadly, Président du Conseil de quartier Joliot Curie.

Les Conseils de quartiers permettent d'être au plus prêt des habitants pour informer et débattre. Une démarche que soutient le Conseiller municipal tout en rappelant que l'« on se doit d'informer la population qui nous a élus ». La réforme des collectivités aura des impacts sur la vie associative, sur les



« Commission générale sur la Réforme des Collectivités Territoriales » le 7 avril à la Mairie.

finances... elle met en danger la commune. C'est pourquoi la présence des habitants est primordiale afin qu'ils s'emparent de cette réforme et qu'ils manifestent leur refus de casse du service public.

L'AGENDA 2010

Le 30 avril 2010 : De nombreuses personnes sont venues fêter les 20 ans du journal Expression. Depuis toutes ces années, et toutes les deux semaines, le journal relate la vie vénissienne sociale, culturelle, économique et sportive. Les habitants ont montré leur attachement à ce journal d'informations locales qui renforce la démocratie de proximité et le vivre-ensemble. **Le 21 mai** : Les rencontres associatives se clôtureront autour du discours de Michèle Picard. **Le 21 mai** : Inauguration du 1er ensemble de logements locatifs sociaux du Rhône certifiés Bâtiment basse consommation. Ambroise Croizat II a été réalisé par la Sacoviv. **Du 25 au 29 mai** : dans tout Vénissieux, de nombreuses actions seront menées lors de la deuxième édition de la semaine de la propreté. **Le samedi 5 juin, de 9h à 19h** : de nombreuses activités se dérouleront au stade Laurent Gérin pour célébrer la première édition de la Fête du sport.

LE SCOT: POUR UNE VRAIE CONCERTATION

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) vise à doter l'agglomération lyonnaise de nouvelles orientations d'aménagement touchant toutes les dimensions de la vie quotidienne : se loger, se déplacer, travailler, se distraire... Afin de le réaliser, un Document d'Orientations Générales (DOG) précise les recommandations, les choix d'aménagement. Pour la commune de Vénissieux, des enjeux de développement du territoire se font ressentir.

Des questions cruciales

L'impact du DOG sur le territoire de Vénissieux se concentre sur les questions des lignes fortes A7 et A8 par exemple dont les tracés vont se préciser, et à partir desquels le Boulevard Urbain Sud pourrait devenir un pôle d'échange. Il est également nécessaire d'insister sur l'importance du Boulevard Urbain Est dans une perspective de développement des zones économiques de l'est lyonnais. Le Puisoz disparaît des sites de développement et devient un pôle commercial d'agglomération. La gare de Vénissieux, « gare de correspondance » sur le réseau REAL, doit intégrer la croissance des trafics voyageurs et fret, la protection des risques technologiques, la protection phonique... Les abords de la gare de Vénissieux sont également questionnés puisqu'ils sont classés « site d'économie mixte » et que de surcroît ils doivent s'intégrer dans les mutations d'activités tout en intégrant un accueil résidentiel et tertiaire. Les perspectives de développement du cœur de la ville, pour finir, ne sont pas représentées sur le document alors que des accords ont été trouvés entre le projet urbain global de Vénissieux et les services du Grand Lyon.

Ces quelques exemples pointent du doigt l'importance de ce



La gare de Vénissieux doit intégrer à la fois la croissance des trafics voyageurs et fret, et la protection des risques technologiques et phoniques. Ses abords doivent faire l'objet d'études dans le cadre des mutations d'activités.

document. Il régit les grandes orientations du territoire, le développement des grandes infrastructures routières, des pôles d'activités économiques, des gares, du développement des centres villes... qui sont autant de lieux de vie qu'il est important de valoriser, de développer pour les Vénissiens.

L'élaboration du SCOT en est à sa phase d'approbation. Des consultations officielles se sont déroulées en décembre 2009 et en janvier 2010. Aujourd'hui, une enquête publique est en cours jusqu'à fin juin pour une approbation du SCOT au quatrième trimestre 2010.

➤ LES ECHOS DU CONSEIL

► **AU-DELÀ DES FRONTIÈRES, PAS DE SOLIDARITÉ** : lors du dernier conseil, M. Benedetti s'est offusqué de l'aide apportée par la ville de Vénissieux au peuple chilien. L'effort collectif d'une collectivité envers un autre pays n'est pour lui pas normal. « En tant que collectivité nous ne pouvons pas venir en aide à toute la misère de la planète ». Ca c'est sûr, l'aide envers les plus démunis n'est pas la priorité du FN, qui préfère donner à ceux qui ont déjà, aux plus nantis, c'est bien connu. ► **L'UMP VEUT METTRE LE DÉBAT AU PAS** : Non, M. Girard, il n'est pas fait une utilisation frauduleuse des Conseils de quartier ! Ils existent à Vénissieux depuis 1990, ce sont des lieux de revendications, de demandes de la part des habitants envers la municipalité, autant que des lieux d'échanges, d'informations, de proximité politique sur les enjeux locaux et nationaux. Il est donc du devoir de la Mairie d'informer ces citoyens quand le Gouvernement met en marche une réforme qui les concerne dans leur vie de tous les jours ! Surtout quand cette réforme entend bouleverser l'ensemble des collectivités territoriales !

N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions par courrier
au Groupe des élus communistes et apparentés, - 5 avenue Marcel-Houël, 69200 Vénissieux-,
par mail à : groupe.communiste@ville-venissieux.fr ou sur le site du groupe <http://gec.venissieux.org/>